



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL.HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 16-11-2018 Farhat Othman Juriste, politiste, chercheur en sociologie et ancien diplomate huffpostmaghreb.com</p>	<p>La prestation du serment constitutionnel n'exige pas le Coran</p> <p>Plus que jamais, il importe que nous cessions de nous tromper sur la portée de la référence à l'islam dans la constitution.</p> <p>Exiger que la prestation du serment constitutionnel soit faite sur le Coran par certains et pas par d'autres est une irrégularité qui ne doit pas se répéter. Or, c'est ce qui s'est fait à Carthage ce 14 novembre lors de la cérémonie de prestation de serment des nouveaux membres du gouvernement, présidée par le chef de l'État.</p> <p>Ainsi, si les nouveaux membres du gouvernement de confession musulmane ont eu l'obligation de poser leur main droite sur le Coran, cela n'a pas été le cas de M. Trabelsi, de confession juive. Pourquoi alors ne pas avoir substitué la Bible au Coran ou, mieux encore, traité de la même manière les autres ministres qui auraient tous été alors dispensés de prêter serment sur le Coran? La prestation du serment constitutionnel doit-elle se faire nécessairement sur le Coran? La réponse est négative aussi bien juridiquement et d'un point de vue religieux, et nous le précisons ici.</p> <p>Notons, au préalable, qu'il y a eu, ces derniers jours, une polémique ayant été parfois vive et même indécente, quoiqu'indirecte, sur le rôle de la religion dans la Tunisie d'aujourd'hui. Elle a éclaté à l'occasion de la proposition du ministre de confession juive, M. René Trabelsi. On s'est demandé, en effet, sur quel livre sacré il devait prêter serment, oubliant qu'il n'est nulle obligation de mettre la main sur un livre sacré pour jurer.</p> <p>En effet, la seule obligation que fait la constitution est de prêter serment. C'est le cas de l'article 89 concernant les membres du gouvernement, ainsi libellé :</p> <p>Article 89 :</p> <p>Le Chef du Gouvernement et les membres du Gouvernement prêtent, devant le Président de la République, le serment suivant :</p> <p>“Je jure par Dieu Tout-Puissant d'oeuvrer avec dévouement pour le bien de la Tunisie, de respecter sa Constitution et ses lois, de veiller à ses intérêts et de lui être loyal” Et c'est pareil pour tous les types du serment constitutionnel. Aussi, le fait que M. Trabelsi ait prêté ledit serment sans usage de nul livre sacré, ni le Coran ni la Torah aurait été une bonne solution si elle avait concerné aussi les autres membres du gouvernement remanié. Aussi, il serait juste et logique qu'elle fasse jurisprudence, amenant de supprimer l'usage du Coran lors de la</p>

prestation du serment. Car c'est bien ainsi qu'on se conformera à la constitution qui érige la Tunisie en État civil en son article 2. Le voici en rappel:

Article 2

La Tunisie est un État civil, fondé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit.

Certes, l'article 1er stipule bien, par ailleurs, que l'islam est la religion de l'État, mais il ne dit nullement que cet État est religieux. Or, la religion est affaire privée, elle ne concerne que les individus et ne doit nullement interférer dans les manifestations publiques devant être exclusivement régies par les impératifs de l'État civil. Rappelons donc ce que prévoit cet article 1er:

Article 1er :




La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, l'Islam est sa religion, l'arabe sa langue et la République son régime.

Au vu même de cet article, il est tout à fait impératif, pour être en parfaite conformité avec la constitution, que le serment constitutionnel ne soit plus prêté sur le Coran comme le protocole présidentiel l'exige. Par conséquent, l'exception faite aujourd'hui pour le ministre de confession juive doit être généralisée, sinon elle deviendrait discriminatoire et serait de nature inconstitutionnelle.

Notons que la déconnexion du serment avec la présence du livre sacré résoudra une autre irrégularité flagrante du protocole présidentiel : celle qui impose aux femmes musulmanes de prêter serment la tête couverte. En effet, bien que cette pratique ne revête nullement le caractère d'obligation religieuse en islam, elle n'est pas moins imposée par le protocole présidentiel au prétexte de la prestation du serment sur le livre sacré.

Aussi, en retirant le Coran de la cérémonie de prestation du serment, on redonnera aussi aux femmes qui ne portent pas nécessairement le voile leur liberté de ne pas se voiler. Et ce sans avoir de remords inutiles de respect ou non de l'islam si l'on n'est pas convaincu par ce qui précède.

Or, plus que jamais, il importe que nous cessions de nous tromper sur la portée de la référence à l'islam dans la constitution. Outre l'article 1er précité, le préambule précise bien l'attachement du peuple tunisien aux enseignements de l'Islam et à ses finalités, mais il note aussi que ces dernières sont caractérisées par la tolérance et les valeurs humanistes et les droits de l'Homme. Et l'on ne sait que trop que le marqueur de ces valeurs est bien aujourd'hui la consignation de la foi dans la sphère privée et son exclusion de la sphère publique. Voici au reste un extrait du préambule :

	<p>Préambule (extrait) :</p> <p>Exprimant l'attachement de notre peuple aux enseignements de l'Islam et à ses finalités caractérisées par l'ouverture et la tolérance, ainsi qu'aux valeurs humaines et aux principes universels et supérieurs des droits de l'Homme. S'inspirant de notre patrimoine civilisationnel tel qu'il résulte de la succession des différentes étapes de notre histoire et des mouvements réformistes éclairés qui reposent sur les fondements de notre identité arabe et islamique et sur l'acquis civilisationnel de l'humanité, attachés aux acquis nationaux réalisés par notre peuple...</p> <p>Aussi, le Coran doit être réservé à l'intimité de chaque citoyen afin d'en préserver la sacralité, la vie publique n'étant pas dénuée des imperfections propres à la psychologie des foules humaines imparfaites par nature.</p>
 <p>16-11-2018</p> <p>I.B</p> <p>businessnews</p>	<p>Israël interdit l'accès à Néji Bghouri</p> <p>Le président du Syndicat National des Journalistes Tunisiens, (SNJT), Néji Bghouri, devait se déplacer, aujourd'hui, en Palestine, pour participer à la réunion périodique de la Fédération internationale des journalistes, dont il est membre, et qui se tient à Ramallah. Le Syndicat des journalistes palestiniens se charge de la coordination avec l'autorité palestinienne pour l'autorisation d'accès aux territoires occupés, via la Jordanie. Cependant, Néji Bghouri n'a pas pu rejoindre la réunion. « On m'a informé que les autorités d'occupation m'interdisent l'autorisation d'entrée », a-t-il publié, aujourd'hui, vendredi 16 novembre 2018, sur sa page FB</p>
 <p>16-11-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Le ministère de l'Intérieur compte 30 femmes hautes cadres</p> <p>Le directeur général des droits de l'Homme au sein du ministère de l'intérieur Mohamed Ali Khaldi a affirmé ce vendredi 16 novembre 2018 que 4000 femmes travaillent au sein des structures relevant du ministère dont 30 femmes au sein des postes de prises de décisions. Il a ajouté que ces statistiques viennent d'être révélées par une étude élaborée par l'organisation des nations unies pour la Femme. Par ailleurs, Khaldi qui s'exprimait lors d'une déclaration accordée à Mosaïque Fm, a indiqué que 127 brigades sécuritaires spécialisées dans la lutte contre la violence faite à l'égard de la femme et de l'enfant viennent de voir le jour un peu partout à travers la République.</p>
 <p>16-11-2018</p> <p>mosaïquefm</p>	<p>Les comptes bancaires de 23 éléments terroristes gelés</p> <p>Mokhater Ben Nasr, président de la commission nationale de lutte contre le terrorisme a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue à la Kasbah, que 23 comptes bancaires d'éléments et organisations terroristes ont été gelées. Il a assuré, ce vendredi 16 novembre, que la liste a été publiée dans le Journal officiel de la République tunisienne (JORT).</p>

في وقفة احتجاجية: المحامون بصوت واحد: السر المهني... خط أحمر



16-11-2018

إيمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

أجمع عدد من المحامين خلال وقفة احتجاجية نفذوها بمدخل قصر العدالة بتونس على «قدسية» السر المهني وعدم التنازل عنه. انطلق المحامون الذين كانوا بزيمهم الرسمي في احتجاجهم بترديد النشيد الوطني ثم تدخل العميد عامر المحرز في مؤكدا أنّ «التعديلات المقترحة على قانون مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال استباححت السر المهني واستقلالية المحامي ومن شأنها تعكير وضع المحامي بطريقة مسقطه وغير مدروسة.

وفي تصريح ل«الشروق» اضاف العميد المحرز ان هناك قانونا «جانرا» سوف يصدر هذه الايام في اشارة الى القانون عدد 26 لسنة 2015 المتعلق بمكافحة الارهاب ومنع غسل الاموال حيث من بين التعديلات المقترحة اجبار المحامي على افشاء اسرار حريفه وهو بطبيعة الحال ممنوع وغير مستساغ وغير مقبول بل يتعارض مع قسم المحامي الذي اداه « انه يحافظ على السر المهني » ويتعارض كذلك مع احكام الدستور وفق تأكيده.

وأضاف العميد المحرز انه وفي غياب المحكمة الدستورية عمدت الحكومة الى التقدم بمشاريع «جائرة وغير قانونية» تحت املاءات وضغوطات صناديق دولية للمالية بتعلة اخراج تونس من القوائم السوداء

وأشار العميد المحرز الى ان المحاماة التونسية لا يمكن ان ترسخ لأي ضغوطات ملاحظا ان كل الهيئات والمنظمات بتونس رفضت هذا المقترح وعارضته ولا يمكن تطبيقه.

وأوضح العميد ان الهيئة اتصلت بمجلس نواب الشعب وبلجنة التشريع العام وتم طرح الاشكال وقدمت الهيئة وجهة نظرها وقد حظيت بنفهم كبير.

وانتهى العميد المحرز بالتأكيد على ان المحامي لا يمكن ان يتحول الى مخبر.

ويذكر ان مجلس الهيئة الوطنية للمحامين واثر اجتماعه تمسك بعدم المساس بالسر المهني واعتباره من مقدسات المحاكمة العادلة التي لا يمكن التنازل فيها

ودعا مجلس نواب الشعب إلى عدم المصادقة على التعديل المقترح على قانون مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال

كما دعا رؤساء الفروع الى الوحدة والالتفاف حول مجلس الهيئة والهيئات المهنية وتوحيد المواقف في كل المسائل الوطنية مع الانضباط لرأي الأغلبية داخل المجلس.

الفصل 31

على المحامي المحافظة بصورة مطلقة على أي سر من أسرار منوبه التي أفضى بها إليه أو التي اطلع عليها بمناسبة مباشرته لمهنته.

الفصل 6 – من مرسوم المحاماة :

يجب على المترشح الذي تم قبول ترسيمه أن يؤدي أمام محكمة الاستئناف التي سينتصب بدائرتها وقبل ترسيمه بالجدول في أجل لا يتجاوز الثلاثة أشهر أداء اليمين الآتية:

«أقسم بالله العظيم أن أقوم بأعمالي بأمانة وشرف وأن أحافظ على سر المهنة وأن أحترم مبادئ المحاماة وقيمها»

 <p>16-11-2018 shemsfm</p>	<p>قوات الاحتلال تمنع ناجي البغوري من دخول فلسطين</p> <p>منعت قوات الاحتلال الصهيوني اليوم الجمعة 16 نوفمبر 2018، نقيب الصحفيين التونسيين ناجي البغوري من دخول الأراضي الفلسطينية. وقال ناجي البغوري في تدويته له على صفحته على الفايسبوك، إنه كان من المفروض أن ينتقل اليوم إلى فلسطين لالتحاق بأعضاء اللجنة التنفيذية للاتحاد الدولي للصحفيين، باعتباره عضوا فيها، للمشاركة في الاجتماع الدوري الذي يعقد في مدينة رام الله، لكن تم إعلامه أن سلطات الاحتلال منعت دخوله. وأكد البغوري أن نقابة الصحفيين الفلسطينيين كانت قد تكفلت بالتواصل مع السلطة الفلسطينية لإعداد تصريح الدخول عبر الأردن.</p>
 <p>16-11-2018 mosaiquefm</p>	<p>المولد النبوي الشريف: توقع وصول 600 ألف زائر إلى القيروان</p> <p>توقعت المندوبية الجهوية للسياحة في القيروان قدوم أكثر من 600 ألف زائر إلى المدينة خلال فترة الاحتفال بالمولد النبوي الشريف. وأكدت المندوبية أنّ نسبة الحجوزات بلغت 100 بالمائة بكافة الوحدات السياحية بمدينة القيروان. وتستقبل عاصمة الأغلبية الآلاف من الزوار خلال المولد النبوي الشريف لزيارة معالمها التاريخية والحضارية على غرار جامع عقبة ابن نافع وفسقية الأغلبية ومقام أبي زمعة البلوي مع متابعة العروض والانشطة الدينية والروحانية والثقافية، كما تزدهر الحركة الاقتصادية والتجارية خاصة بسوق النحاس المطروق وسط أجواء احتفالية مميزة.</p>

Le 15-11-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 15-11-2018</p> <p>Fériel Berraies Sophrologue, praticienne en Hypnose Ericksonienne, ancienne diplomate tunisienne, Chercheur en Sciences sociales, journal iste activiste</p> <p>huffpostmaghreb b</p>	<p>Harcèlement et discrimination à l'école: L'adolescence en première ligne et surtout les filles!</p> <p>L'enquête d'UNICEF montre que les enfants et les adolescent.e.s sont nombreux à faire l'expérience de moqueries, de discriminations ou de harcèlement.</p> <p>Une nouvelle Consultation orchestrée par l'UNICEF a démontré encore aujourd'hui, que le combat contre les discriminations de genre est loin d'être une bataille acquise. Un véritable travail de fond et de longue haleine est donc à considérer.</p> <p>À l'occasion de la Journée nationale de lutte contre le harcèlement, UNICEF France a publié les résultats de sa 4e Consultation nationale des 6-18 ans. Interrogés sur les relations entre les filles et les garçons et la perception des droits tels qu'ils sont vécus selon que l'on soit une fille ou un garçon, ils/elles sont un nombre record de 26.458 enfants et adolescentes à avoir répondu aux 165 questions sur leur vie en France métropolitaine et Guyane.</p> <p>Ce rapport met en évidence les formes de moqueries et harcèlement qui les concernent tous, filles et garçons et, au-delà, les inégalités et discriminations spécifiques auxquelles doivent faire face les filles dès le plus jeune âge.</p>

L'école, la séparation des sexes

L'enquête montre que les enfants et les adolescent.e.s sont nombreux à faire l'expérience de moqueries, de discriminations ou de harcèlement. Ces formes de violence renforcent le poids des inégalités sociales car ce sont souvent les enfants ou les adolescent.e.s les plus défavorisé.e.s qui en sont la cible.

Plus de 30% des enfants et adolescent.e.s déclarent avoir été victimes de moqueries et d'attaques blessantes à l'école. À 7-8 ans, 1 enfant sur 2 s'en plaint. Les garçons en primaire sont les plus touchés par ce type d'épreuve qui concerne moins les filles, mieux intégrées au milieu scolaire. La cour de récréation illustre la séparation des sexes à l'école, notamment au primaire, par la place qu'occupent les filles et les garçons: les garçons au large et au centre, les filles

Ils/elles sont 40% à déclarer ne pas avoir au moins un ami du sexe opposé.

Homophobie aussi en question

Autre sujet polémique: l'homophobie. Les filles apparaissent nettement plus ouvertes à l'homosexualité que les garçons. Ils/elles sont 45% entre 13 et 18 ans à ne pas indiquer clairement que "l'on peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles et l'amour entre garçons est le même amour qu'entre une fille et un garçon".

Les inégalités face au genre existent dès l'adolescence!

Le lieu d'habitation reste le facteur déterminant pour expliquer les inégalités et les privations ressenties. Mais le fait d'habiter dans un quartier populaire ou prioritaire ou encore d'avoir des parents au chômage a un effet plus fort pour les filles que pour les garçons. Les réponses montrent que pour quasiment toutes les formes de privations, dans un même quartier populaire ou prioritaire, elles sont plus impactées par l'effet social: moins d'accès aux savoirs, à la santé, aux loisirs, à la sociabilité...

Les filles prennent conscience de leur droit inégal

De manière générale, les filles perçoivent cette différence mais en prennent conscience avec l'âge: elles sont 45% à considérer qu'elles ont moins de droits que les garçons contre 30% des garçons qui pensent le contraire. Cette perception se renforce à la préadolescence pour atteindre 65% chez les filles à 17 ans.

Les filles sont deux fois plus victimes du harcèlement

Que ce soit sur internet, dans les transports en commun ou dans l'espace public, l'enquête montre que les filles sont deux fois plus harcelées que les garçons. Une fille sur 10 déclare

avoir subi une forme d'insulte ou de harcèlement dans l'espace public. Elles subissent surtout davantage de discriminations liées à la tenue vestimentaire qui concerne globalement 19% des 15/18 ans. En réponse, les filles restent davantage confinées dans l'espace domestique ou dans les lieux où elles se sentent en sécurité, laissant l'espace public aux garçons.

Internet et addiction au numérique entre frustration et mauvaises rencontres

L'enfance est hyper connectée: plus de 62% communiquent par internet avec leurs amis, 58% sont présent.e.s sur un réseau social. Mais cette virtualité engendre des frustrations: ils/elles sont seulement 40% à se considérer valorisé.e.s par ces échanges. Plus grave, 9,5% déclarent avoir été agressé.e.s ou harcelé.e.s sur les réseaux, avec un maximum à 24% chez les adolescent.e.s de 18 ans. Enfin, ils/elles sont exposé.e.s à des images qui les choquent: 38% voient des images qui leur font peur, 24% déclarent avoir déjà vu des images pornographiques.

Comment accompagner nos adolescentes face aux discriminations et à l' harcèlement

Briser le silence et l'omerta

L'enfant victime de harcèlement et de discrimination ne parvient pas à parler de ce qu'il vit ou lorsqu'il en parle, la situation n'est pas prise au sérieux. Parfois, les parents font tout ce qu'ils peuvent pour mettre un terme au harcèlement dont est victime leur enfant mais font face à un déni ou à un manque de moyen de l'établissement scolaire laissant l'enfant dans la violence et la situation de discrimination.

Réparer l'estime de soi de l'enfant

Des sentiments de culpabilité, de honte s'associent à une extrême dévalorisation de lui-même, ce qui empêche l'enfant de parler de ce qu'il vit.

À l'âge de l'enfance et de l'adolescence, l'estime de soi est fragile. L'appartenance à un groupe et le besoin de se conformer à l'ensemble de ses camarades est très important et la différence quelle qu'elle soit est mal perçue et mal vécue. Mais lorsqu'un enfant est stigmatisé, brimé, violenté, l'estime chute en flèche et il va finir par s'isoler du monde et du groupe social.

Sophrologie à la rescousse

La Sophrologie va justement intervenir pour recadrer le miroir de l'enfant, lui apprendre qu'il a des ressources et une résilience qui lui permettra de réparer son miroir déformé. Lui permettre de s'accepter et de comprendre que sa différence est une richesse et non le contraire!

Apprendre la bienveillance à soi

L'enfant quand il s'associe à toutes les brimades et les insultes dont il est victime, finit par le croire. La détresse et la dévalorisation peuvent être telles qu'elle peut pousser l'enfant au suicide. Ce sont des conduites pathologiques qui peuvent amener au point de non retour.

Restez très vigilants, chers parents, et surtout faites le accompagner par un pédopsychiatre en complément de la médecine douce qui ne suffirait pas à elle seule.

En conclusion :

Que ce soit en Tunisie ou en France, du Nord au Sud, la question du genre reste une problématique endémique qui ne relève pas du taux de modernité d'un Etat mais de la propension des mentalités à se mettre en question ou pas. C'est en réalité un baromètre de progrès, le genre n'est pas un problème mais une solution pour la parité réelle. On ne peut amputer la moitié d'une société et on ne peut considérer à défaut tout développement durable viable sans l'inclusion des femmes et des petites filles.

Le travail sur les cultures, les coutumes, les habitudes et les pensées rétrogrades ou machistes est plus que nécessaire et les efforts doivent se poursuivre avec l'aide de l'Etat, des parents, des enseignants.

A l'Ecole, les progrès pour tous les enfants ne pourront se faire sans un changement radical du statut des filles. Un même accès aux loisirs, une réelle information sur la sexualité, un espace scolaire et public partagés sont une partie des conditions pour y parvenir.

Les recommandations d'UNICEF France

- Accès aux loisirs : faire de la place pour les activités "filles"
- Renforcer l'information sur la sexualité et les risques liés aux addictions
- Accompagner l'enfance connectée avec vigilance
- Construire un espace public partagé : mixité des publics, mixité des usages

René Trabelsi se rend à l'avenue Habib Bourguiba

Le nouveau ministre du Tourisme et de l'Artisanat, René Trabelsi s'est rendu, ce jeudi 15 novembre 2018, à l'avenue Habib Bourguiba à Tunis. Il s'agit de sa première visite en sa qualité de ministre. La visite vient également le lendemain de sa prestation de serment au Palais de Carthage. La vidéo publiée sur les réseaux montre M. Trabelsi saluant des citoyens et discutant avec eux. René Trabelsi a obtenu, le 12 novembre 2018, l'approbation du Parlement au poste du ministre du Tourisme et de l'Artisanat avec 127 voix pour, 1 abstention



15-11-2018

B.L

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

et 25 voix contre. Il succède ainsi à Salma Elloumi Rekik, désormais chef de cabinet du président de la République.



15-11-2018

W.J

[realites](#)

600 000 visiteurs attendus à Kairouan pour la célébration du Mould

La délégation régionale du Tourisme   Kairouan a annoncé que 600 000 visiteurs sont attendus cette année à la capitale des festivités religieuses pour la célébration du Mould. La délégation a fait savoir que le taux des réservations a atteint les 100% dans toutes les unités touristiques. Notons que, chaque année, à l'occasion du Mould, la capitale des Aghlabides, considérée toujours comme quatrième ville sainte de la religion musulmane, attire des milliers de touristes, à la recherche d'une ambiance spirituelle, compte tenu de ses monuments historiques, ses sanctuaires et ses édifices religieux et des activités religieuses, culturelles et économiques. Les autorités déploient à cette occasion plus d'efforts pour réussir la fête du Mould et assurer la protection des visiteurs.



15-11-2018

[mosaiquefm](#)

La Haica appelle les médias à se conformer à l'éthique professionnelle

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a convoqué récemment les représentants de plusieurs chaînes de télévision pour attirer leur attention et les informer de la nécessité de respecter les normes et l'éthique de la profession, a déclaré le président de la Haica Nouri Lejmi.

"La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle a convoqué il y a deux semaines deux représentants des chaînes privées Al Hiwar Ettunsi et Tounesna pour les informer et leur signalé des dépassements", a-t-il précisé. Il a indiqué que des convocations seront adressées aux représentants d'autres chaînes de télévision pour attirer leur attention et leur rappeler l'impératif de se conformer à l'éthique de la profession.

Le dirigeant de la Haica a estimé que les chaînes de télévision privées sont moins engagées que les chaînes publiques au respect des normes du métier des médias, soulignant que la tendance pour le sensationnel de certaines chaînes à des fins commerciales ne peut pas assurer leur pérennité sur le marché, dans la mesure où un certain nombre de sponsors refusent de conclure des contrats pour des programmes ne respectant pas la conscience des citoyens.

"Parmi ses prérogatives, la Haica est tenue notamment d'accompagner les médias pour les aider à développer le niveau du contenu des programmes afin de répondre aux attentes des citoyens", a-t-il affirmé, soulignant l'importance d'instaurer une éducation sur les médias afin de sensibiliser les nouvelles générations à la manière de percevoir les médias traditionnels (Radio et télévision) ainsi que les outils de communication non traditionnels à l'instar des réseaux sociaux, tout en les imprégnant de la capacité d'assimiler des contenus médiatiques de qualité.

Lejmi a a fait savoir à cet égard que la Haute autorité a entamé sa tâche depuis 2013 et a organisé plusieurs ateliers et séminaires avec les médias, et son action ne se limite pas au contrôle, mais porte aussi sur un encadrement des établissements médiatiques pour les aider à jouer un rôle positif dans le processus de transition démocratique en Tunisie depuis la révolution de 2011. Il a souligné que le développement des médias passe par la promotion des règles et de l'éthique de la profession et par la consolidation de la responsabilité de consécration de la démocratie.

مقالات باللغة العربية

تورطن في البراكاجات والمخدرات: نساء يفتحن عالم الجريمة

تعرض عدد من المواطنين بجهة البحيرة الى عمليات براكاج، باستعمال اسلحة بيضاء، على يد فتاتين، نجحت فرقة الشرطة العدلية بالمنطقة بايقافهما، هذه الحادثة، تكررت في عدد من المناطق، مما يثبت ان العنصر النسائي اقتحم عالم الاجرام ببلادنا.

وقد أصبح انتشار الجريمة داخل الوسط النسائي في تونس، يثير القلق والانتباه، خاصة ان عدد الجرائم التي اصبحت تشارك فيها المرأة في تزايد مستمر، اذ ان فتيات تم ايقافهن بعد تورطهن في ترويج المخدرات واستهلاكها، اضافة الى تنفيذهن لعمليات سطو، يضاف الى ذلك ان النساء المجرمات تورطن في جرائم قتل وجرائم ذات صبغة ارهابية واخرى متعلقة بالدعارة.

نساء... مجرمات

وقد افادت في هذا الاطار، رئيسة جمعية المرأة الامنية فاطمة الورتاني في تصريح ل«الشروق» ان العنصر النسائي لم يعد مستثنى من عالم الجريمة، اذ ان العديد منهن يتورطن في جرائم عديدة، وذلك لتأثرهن بالمحيط الذي يتأثر به الرجال والشباب.

وتابعت محدثتنا، ان الارقام تؤكد ان تورط النساء في الجرائم اقل من الشباب والذكور، لكن ما يثير الانتباه، هو ان عدد النساء المجرمات في تزايد مستمر، ولم تعد جرائمهن تنحصر على الدعارة وممارسة البغاء بل تطور إجرامهن ليشمل ترويج المخدرات واستهلاكها بالوسط المدرسي وبالمعاهد الثانوية.

وتابعت محدثتنا ان عامل الخوف وضعف البنية الجسمية للمرأة، هو الذي جعلها اقل انخراطا في عالم الجريمة من الرجل، لكن هناك العديد من الفتيات والنساء تخلصن من ذلك واقتحن عالم الجريمة بقوة، وقد تورطت العديد من النساء في قيادة عصابات مختصة في البراكاجات وعادة ما يتم استغلال الفتاة في عملية التمويه لتنفيذ عمليات سطو لاصحاب سيارات.

نساء... زعيمات في الاجرام

من جانبه، افاد النقابي الامني محمد الرويسي في تصريح ل«الشروق» في الفترة الاخيرة، تعرض الى «براكاج» شاركت فيه طفلة تبلغ من العمر 17 عاما، مؤكدا ان تفاصيل الحادثة تتمثل في انه على مستوى جهة المنار حاول احد الشبان نشل هاتفه الجوال وعند ملاحظته، وجد فتاة في انتظاره، وبعد ايقافهما تبين ان الفتاة حالة اجتماعية، اذ ان والدها لم يعترف بها اما والدتها فتركتها وسافرت الى احد البلدان الأوروبية، لتتخرط الفتاة في عالم الجريمة، عبر مساعدة العصابة على بيع الهواتف المسروقة. وبخصوص انخراط العنصر النسائي في عالم الجريمة، اكد محدثنا انه من خلال العمليات الامنية تبين



15-11-2018

خديجة يحيوي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

ان الفتيات والنساء يتم استغلالهن في شبكات الدعارة في جهة حي النصر والمنازه ومناطق اخرى بتونس الكبرى الى جانب انه يتم استغلالهن في ادخال كميات من مخدر الكوكايين بعد اخفائهن لهذه المواد في ملابسهن الداخلية.

وتابع الرويسي ان النساء يقع الاستعانة بهن في عمليات سرقة المنازل الفاخرة، وكذلك بيع المصوغ المسروق ، الى جانب استغلالهن في المكاتب المفتوحة للعمل والتي يكون هدفها التحيل على قاصديها، الى جانب تورطهن في تدليس العقارات، والسيارات على غرار تورط موظفة باحدى البلديات في بيع 14 سيارة مسروقة بعد تدليس وثائقها. كما تورطت العديد من الفتيات في عمليات تهريب بضائع من تركيا ومصر والمغرب، عبر المطار، مشيرا الى ان النساء اقتحمن عالم الجريمة بقوة.

وحسب دراسات نفسية وجنائية فان دوافع ارتكاب المرأة للجريمة اقتصادي، او انها عاشت داخل اسرة مفككة، وبخصوص جرائم القتل التي ترتكب من قبل نساء فانها تكون بدافع التخلص من المشكل، خاصة اذا كان الضحية هو الزوج.

المضرب

15-11-2018

مجد مستورة

[nawaat](http://nawaat.com)

“يا حاجة برّا صلي”: جملة تختزل برشا حاجات

نهار السبت 10 نوفمبر 2018، حضرت لإختتام أيام قرطاج السينمائية لسبب واحد هو أنني نكون حاضر مع أمي منى الماجري في أول دورة ليها للمهرجان كمنثلة في فيلم مشارك في المسابقة الرسمية، فيلم ولدي لمحمد بن عطية. وقتلي خرجنا من وتيل الأفريكا بش نطلعوا في الكرهبة إلي بش تهزنا لمدينة الثقافة، فما برشا ناس واقفين مقابلين أغلبهم مالشباب الأولاد، فيهم شكون قام يعيط: “يا حاجة، برّا صلي” و الجملة هاذي تختزل برشا حاجات مع بعضها.

مجد مستورة ومنى الماجري في إختتام أيام قرطاج السينمائية

أولا أتو التمثيل و السينما عوالم في تناقض مع الصلاة و ما تمثله من أخلاق و عفة، و بالتالي عالم السينما عالم هبوط أخلاقي، زيد عليه إلي الصلاة للمرأة تستوجب التحجب و أمي راسها عريان (و شعرها مزيان) فالصلاة أحسن حل لمظاهر الإنحلال هاذي.

ثانيا، بما أتو المعنوية بالأمر مرا، فالأجدر بيها أنها ما تكونش في عالم الهبوط الأخلاقي هذا، في شارع الحبيب بورقيبة و في الليل، و بالطبيعة ما عندهاش الحق أنها تكون فاعلة في الفضاء العام المسططة عليه الأضواء، مكانها في الفضاء الخاص للصلاة في دارها، تحت رقابة رب البيت و رب العالمين.

ثالثا، كلمة “حاجة” إلي تختزل معنى الشبخوخة بما أنها إنتهاء صلوحية الجسد و الفكر للنشاط و الإنتاج وإعلان موعد الرجوع لربي، و بالتالي وجودها في ذلك المكان في ذلك السياق هو خروج عالتقاليد.

رابعا، الفعل جاء في صيغة الأمر “برّا صلي”، و هذا خير مَعْبَر على فكر أبوي ذكوري و بين شخص واحد يعطي لنفسو الحق أتو يدعي إختزال أخلاق المجتمع والدين في شخصو السّمح و يعطي لنفسو السلطة أتو يقرّر شنوة يعملوا الناس بحياتهم و بدنتاتهم، خاصة وقتلي يتعلق الأمر بالنساء و الفنّ و المتقدمين في السن.

أنا في المقابل ما كلمني حتى حدّ، خاطرني راجل و صغير في العمر، خاطر كي تكون ممثل شاب ما تتعرضش للسبان والتحرش في الشارع و الفايبوك، كيف تمثّل دور فيه بوسة ولا مشهد حبّ، ما يجيوكش ميساجات متاع يلّي بيك و يلّي عليك و كان نلقى نعملك و غيره من أشكال التحرش، و هذا لكل يصير لزميلاتي الممثلات.

إلي ننجّم نستخلصوا من هذا لكل شنوة؟ ماني بش نقول حتى شي جديد على وضعيّة المرا في تونس، عندنا عقلية ذكورية مهيمنة و عنيفة تخبي في داخلها خوف المرا و خوف المرا الناشطة الفاعلة في حياتها الخاصة و في الشأن العام، و النّجاح المهني أصعب بالنسبة للمرا خاصّة في ميدان كيما التمثيل. الحاجة الأخرى هو خطر التّعصب للشباب،

« Le jeunisme » إيلي هي في الظاهر فكرة تقدمية وثنوية لكن في الباطن فكرة دغمائية كيما أي شكل من أشكال التعب، في الظاهر مناعتها إنتصار لأحقية الشبَاب بالأخذ بزمام الأمور و تقرير مصيرهم، و في باطنها تخني إعتقاد بأنو الإنسان كل ما تقدّم في العمر لازمو يوخر بالتوالي و يستقيل من النشاط الجسدي و الفكري إستعدادا لرجوع النفس المطمئنة إلى ربها راضية مرضية. و الحاجة الثانية إيلي نحب نأكد عليها ولي إكتشفتها من عدة سنوات، ملي دخلت في عالم التمثيل المحترف هو قدّاش الفنّان و بصفة خاصّة الممثل قدرو طايح في تونس، و قدّاش صورة الممثل عند الناس تعبر عن الغياب و الثقافة و عن شخص مُفرغ من أي هم فكري ولي همّ الوحيد الشهرة و الظهور و الفلوس، و الصّورة هاذي أسبابها متعدّدة و معقّدة لكن من أهمها سياسات الدكتاتورية و خاصّة بن علي إيلي ساهم في الحطّ من صورة الفنّ عند الرّاي العامّ عبر تبجيل و إظهار الفنّانين "المحايدين" ولي ما يحملوا حتّى موقف من حتّى شي، لا مالنظام السياسي، لا مالنسياسة الثقافية، لا مالظواهر الاجتماعية، فنّان لا لون و لا طعم و لا رائحة له يأخذ شكل الوعاء الذي يحتويه كيما قرّاونا على الماء في حصص الفيزياء، و أنا بالنسبة ليّ إيلي الفنّان إيلي زعمة زعمة ما هو منحاز لشي هو منحاز للسلطة المحافظة بكلّ تجلياتها، السياسية و الاقتصادية و الأخلاقية و أيّ شكل من أشكال السلطة إيلي ترفض الإختلاف و أيّ توجه قادر يززع النظام القائم. المسؤول الثاني هوما الفنّانين و الممثلين أنفسهم إيلي سمحوا لأنفسهم أنّهم يوليوا دمية في يد الدكتاتورية و الإعلام الهابط و تخلّوا على مسؤوليتهم السياسية و التاريخية. المسؤول الثالث هو جزء مالإعلام، و هذا خاصّة بعد الثّورة، خاصّة الإعلام الخاصّ المهيمن القائم على صنع الإستعراض الرّخيص في أعماله الدرامية و برامج التّلفزيونية ولي خلق جيل مالنجوم همّهم الوحيد هو الظهور و في أغلب الأحيان التّعبير على آراء تُعازل السّائد من تحقير للمرأة، التّسويق ليورجوازية هابطة الدّوق، تعبر عن حنين للدكتاتورية و مساندة لقمع الحريّات العامّة و الفرديّة، رُهاب المثليّة و ضربان اللّغة متاع المرأة التونسية إستثناء و كي نجيو للصّندي في نقاش المساواة في الميراث وقتها نرجعوا لعاداتنا و تقاليدنا و شرع ربّي...

كنت نعتقد قبل، ببرشا سذاجة، أنّو يكفي أنّو الإنسان يكون حرّ بينو و بين روجو بش يكون حرّ في المجتمع، و أنّو يكفي بش أمّي مثلا، بحكم هي أولّ مرا عرفتها في حياتي، يكفي أنّها تكون حرّة بينها وبين روحها و تمنّ بالمساواة بينها و بين الرّجال، بش تكون فعلا متساوية مع الرّجال، و أنّو يكفي أنّي نكون بيني وبين روجي حرّ و أنّو نظرتي للفنّ كإحتفاء بالجسد و الفكر و إيماني أنّو الفنّان بالضرورة منحاز، يكفي أنّي نكون حرّ و فاعل. بالطّبيعة هذا ما عندو حتّى معنى، و لازم يكون فما جبهة فكريّة قادرة على أنّها تقاوم أيّ شكل من أشكال السلطة المحافظة في كلّ مجال.

في الختام، و نسجًا على منوال برامجنا التّلفزيونية و الإذاعية الممتعة، نحبّ نحبيّ أمّي مالغربة من العاصمة الفرنسيّة باريس، و نقوللها يعيّنك على كعبات المقروض إيلي يعملوا سنّة و سنّين كيف، ولي أهوكا درت درت و رجعت لكلامك على أهميّة التّمكّن من شرح النّصّ إيلي كنت نكرهو في الإعدادية و الثّانوي، تو فهمتو لاش يصلح في تحليل الخطاب. و خاصّة أنا فرحان و فخور برشا بيك ولي ما صاب برشا ملي ينتقدوا دخولك عالم التّمثيل في عمرك يكون عندهم من نشاطك و طاقتك، و أنّهم يوفّقوا بين مهمّة التّعليم الشّاقة، و مسؤوليّة المجلس البلدي بمنزل عبد الرّحمان الحبيبة و كتابة الشّعر و خوض المغامرة الممتعة و الصّعبة للتمثيل، و خاصّة أنّك تكون مثال لولادك، إنت و بابا، في العطاء و حبّ الحياة.

بوسة.



15-11-2018

shemsfm

30 في مواقع القرار: 4000 امرأة في الأسلاك الأمنية

قال مدير عام حقوق الإنسان في وزارة الداخلية محمد علي الخالدي، إن الأسلاك الأمنية بالوزارة تضم حوالي 4000 امرأة، 30 منهن في مواقع صنع القرار. وبين، خلال ندوة أقيمت في تونس لتقديم نتائج دراسة أعدتها منظمة الأمم المتحدة للمرأة ومنظمة أوكسفام بعنوان "ادراج النوع الاجتماعي في مواجهة التطرف العنيف في تونس" أنه بمقتضى القانون المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة، قامت وزارة الداخلية بإحداث 127 فرقة أمنية في مختلف أنحاء البلاد.

واضاف أن 38 بالمائة من العاملين في هذه الفرق، التي تندرج في إطار منظومة الحد من العنف ضد المرأة هن من النساء، مشيراً إلى أن 12,5 بالمائة منهن في مراكز القيادة.



15-11-2018

mosaiquefm

الهايكا تلفت نظر قنوات تلفزيونية إلى ضرورة الالتزام بأخلاقيات المهنة

أكدت الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري أنها شرعت منذ أسبوعين في استدعاء ممثلين عن عدد من القنوات التلفزيونية للفت نظرها وإشعارها بضرورة الالتزام بمعايير وأخلاقيات المهنة. وقال رئيس الهيئة النوري اللجمي في تصريح لوكالة تونس افريقيا للأنباء اليوم الخميس 15 نوفمبر 2018 إن الهيئة استدعت منذ أسبوعين ممثلين عن مؤسستي 'الحوار التونسي' و'تونسنا' الخاصتين لإشعارهم ولفت نظرهم إلى تجاوزات بثت على قناتيهما مشيراً إلى أنه سيتم توجيه استدعاءات لممثلين عن قنوات تلفزيونية أخرى للفت نظرها وتذكيرها بوجوب التقيد بأخلاقيات المهنة. واعتبر أن القنوات التلفزيونية الخاصة تبقى أقل التزاماً من العمومية في التقيد بمعايير العمل الإعلامي، ملاحظاً، أن جنوح بعض القنوات إلى اعتماد الإثارة لأغراض تجارية لا يمكن أن يؤدي إلى بلوغ ديمومتها في السوق، ذلك أن نسبة من المستشهرين ترفض إبرام عقود لفائدة برامج لا تحترم ووعي المواطنين.

Le 14-11-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>13-11-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb</p> <p>b</p>	<p>Un juif, une femme, une jeune nommés ministres ou la vacuité des symboles</p> <p>Oui, les symboles sont importants, indispensables mais...</p> <p>Un juif au ministère du Tourisme, un noir à la météo, une femme maire de Tunis, une jeune ministre... et tout le monde est content, se félicitant des avancées de la révolution, de la force des symboles, de l'activation de la discrimination positive.</p> <p>Tout le monde est sommé d'applaudir ces "sacres". Il suffit d'une voix discordante pour qu'on lui tombe dessus, agitant les réquisitoires de l'antisémitisme, du racisme, du sexisme, du conservatisme et j'en passe, il y a pire encore.</p> <p>Oui, les symboles sont importants, indispensables même pour forger une conscience collective plus réceptive à l'acceptation de la différence, mais si on se contente des symboles, si on en fait un fonds de commerce politique ou médiatique uniquement, si on ne les associe pas à la valeur du mérite, on détruit la force du symbole pour en faire une marionnette, une farce politico-médiatique. Ne pas retenir la qualité de la compétence et réduire un citoyen juif à sa communauté, une femme à son sexe, un jeune à son âge, un noir à sa couleur de peau, est un mépris de cette diversité. Si le féminisme a été objet de manipulation politique depuis Ben Ali, les jeunes et les régions pimentent depuis la révolution les discours ressassés dans les médias. Les success-stories de personnes noires et ou juives viennent parfois ajouter du piquant à ces beaux discours sur la Tunisie plurielle.</p>

Qu'a-t-on fait pour les régions et les jeunes depuis? Applique-t-on la loi sur la lutte contre la violence envers les femmes adoptée au sein même de l'ARP? Qu'a-t-on fait pour changer l'ostracisme exercé sur les minorités religieuses? Suffit-il d'un René Trabelsi à la tête du ministère du Tourisme pour que certains arrêtent de dire "sale juif", insulte utilisée et acceptée dans le langage courant?

Dans un pays où des lois sont toujours encore en vigueur visant des minorités sexuelles, vidant de leurs sens les libertés de croyance et de conscience, tout symbole est vide de sens, désuet.



L'ATFD dénonce la violence politique envers les femmes au sein de l'ARP

14-11-2018

F.J

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

L'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) a dénoncé, dans un communiqué rendu public ce mercredi 14 novembre 2018, « la violence politique pratiquée à l'encontre de certaines députées », dont Sabrine Goubantini et Saida Garrache, porte parole de la présidence de la République, lors de la plénière du lundi 12 novembre 2018, au sein de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) ». L'association explique que certains actes commis contre les femmes au sein de l'ARP sont contraires à la loi n°58 de l'année 2017 qui vise l'élimination de toute violence à l'égard des femmes. « Ces pratiques nous amènent à nous interroger si les députés sont assez conscients du rôle historique qu'ils ont joué en votant la dite-loi [...] une preuve de plus du sexisme qui reste très répandu », note l'association.



Le ministère de l'Intérieur rejette l'obligation du service militaire pour les tunisiennes

14-11-2018

F.K

[realites](http://realites.com.tn)

Auditionné sur le budget 2019 de son ministère, ce mercredi 14 novembre 2018 par la commission de l'organisation de l'administration des affaires des forces armées à l'ARP, le ministre de l'Intérieur, Hichem Fourati, a exprimé les réserves de son département au sujet de certains points de la loi relative au service militaire. « Nous n'avons pas pris part à l'élaboration du texte. Nous refusons, à titre d'exemple, l'obligation du service civil pour pouvoir obtenir sa carte d'identité nationale », a-t-il déclaré.

Pas seulement, le ministre de l'Intérieur a réitéré son refus de l'obligation du service militaire pour les tunisiennes. En contre-partie, son département a émis une proposition au sujet du service civil.

Par ailleurs, Hichem Fourati a été interpellé sur la prolifération des drogues en Tunisie. Sur ce sujet, il a indiqué que des gangs spécialisés sont actifs dans la vente de drogues devant les lycées. « Au total, 7000 individus sont impliqués dans le trafic de drogues. 6000 d'entre-eux ont été arrêtés. Nous disposons d'un réseau d'informateurs, en plus de la liste des trafiquants. Celle-ci est régulièrement mise à jour. Nous ferons tout notre possible pour faire face à ce phénomène », a-t-il expliqué devant les députés.

Le ministre est, d'un autre côté, revenu sur la sécurisation des zones touristiques. Dans ce cadre, 1000 caméras de surveillance devraient être installées, pour un budget total de 75 millions de dinars. « Nous avons achevé la mise en place de 90% des caméras de surveillance au Grand Tunis, à Jendouba, Kasserine, Le Kef et Sidi Bouzid. Les autres 10% seront finalisés fin 2018 », a-t-il expliqué.

Ce projet d'installation, poursuit-il, est axé sur deux volets. Tout d'abord, il est question d'équiper les postes de police afin de renforcer leur sécurité. Ensuite, il s'agit de renforcer le système de surveillance dans les villes. « Le projet ne va pas à l'encontre de la protection des données personnelles. Il a été élaboré en collaboration avec le président de l'Instance nationale de protection des données personnelles », a-t-il assuré.



14-11-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

Le MI n'a pas l'intention de proposer une loi pour réglementer la S17

" Le ministère de l'Intérieur n'a pas l'intention de présenter une proposition de loi pour réglementer la procédure d'interdiction de voyage connue sous l'appellation " S17 ", a déclaré ce mercredi le ministre, Hichem Fourati.

Le S17 est une procédure utilisée par le ministère de l'Intérieur pour obliger des personnes jugées suspectes d'informer l'Administration des frontières de leurs déplacements à l'étranger, avec la possibilité de leur interdire de quitter le territoire tunisien. Cette procédure contraint aussi ces personnes d'informer les autorités compétentes de leurs mouvements à l'intérieur du pays.

" Il s'agit là d'une procédure préventive exceptionnelle adoptée par tous les pays pour protéger leur sécurité nationale ", a expliqué Fourati lors de son audition par la Commission parlementaire de l'organisation de l'administration et des Affaires des forces porteuses d'armes au sujet du budget du ministère de l'Intérieur pour l'exercice 2019.

Cette procédure, a-t-il tenu à préciser, ne signifie pas une interdiction stricte du déplacement ou de l'entrée et de la sortie du territoire tunisien, mais il s'agit plutôt d'une consultation administrative avant l'attribution de toute autorisation de franchissement des frontières. Cela permet la vérification de la situation des personnes fichées " S17 " qui seront souvent autorisées à effectuer leur déplacement après consultation, a-t-il encore expliqué.

Selon lui, le ministère de l'Intérieur a confié à la direction générale des droits de l'Homme la révision des dispositions inhérentes à la procédure S17. Une équipe de travail a été formée pour réviser cette procédure.

Cette équipe regroupe de représentants de la direction générale des droits de l'Homme, de la direction générale des études judiciaires et du contentieux, des structures de la police et de la garde nationale et d'un juge administratif, a-t-il indiqué.

مقالات باللغة العربية

باب الخضراء: يطعن شابا بسكين بسبب عبارات «مست» من كرامته



14-11-2018

سليم

[alchourouk](http://alchourouk.com)

تمكّن أعوان فرقة الشرطة العدلية بتونس المدينة من إيقاف شاب حاول قتل شاب من أجواره بسكين بسبب عبارات وجهها له رأى فيها مسّا من كرامته.

ويستفاد من المعطيات المتوفرة أن مكالمة وردت على أعوان منطقة الأمن الوطني بتونس المدينة مصدرها أحد مستشفيات العاصمة مفادها قبول شاب في حالة صحية حرجة إثر تعرضه للاعتداء بواسطة آلة حادة.

تعهد أعوان الشرطة العدلية بتونس المدينة بالبحث في ملابسات ما تعرض إليه الشاب وبعد تحريات مكثفة تبين أن المعتدى عليه التقى مساء بأحد الشبان من أجواره بجهة باب الخضراء ونشب خلاف بينهما ليعمد هذا الأخير إلى طعنه بواسطة سكين في مناسبتين وتركه يتخبط في دمانه ولاذ بالفرار وبعد ظرف زمني وحيز أمكن للأعوان إلقاء القبض على المظنون فيه وبالتحرير عليه اعترف مفيدا بأن المعتدى عليه وصفه بأبشع النعوت التي رأى فيها مسّا من كرامته ورجولته فغضب منه وردّ الفعل بطعنه بواسطة سكين وتقرر الاحتفاظ به على ذمة الأبحاث في انتظار تطور الحالة الصحية للمعتدى عليه الذي لا يزال ماكثا بغرفة العناية المركزة بالمستشفى.



14-11-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

حمدي قزقر: كاميرات المراقبة مركزة فقط في المداخل ولا وجود لأي آلات نتصت بالبرلمان

أكد مدير ديوان رئيس مجلس نواب الشعب حمدي قزقر اليوم خلال جلسة استماع بالبرلمان عدم وجود ما يسمى بجهاز الامن الموازي داخل البرلمان . ووضح بأن دراسة انطلقت منذ سنة 2013 لتأمين المجلس بقيمة 7 مليون دينار تم درسها وأن كاميرات المراقبة مركزة فقط في المداخل ولا وجود لأي آلات نتصت بالبرلمان . من جهة أخرى أكد صحة خبر سرقة حاسوب أحد التقنيين وانه لا يحتوي اي معلومات هامة عن المجلس مشيرا بان الوحدات الأمنية فتحت بحثا عاجلا بخصوص العملية.



14-11-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

الفراي: لا نية لوزارة الداخلية في تقنين إجراء المنع من السفر '17

أكد وزير الداخلية، هشام الفوراتي، أن وزارته لم تفكر البتة في تقديم مقترح أو مشروع قانون لتقنين إجراء المنع من السفر أو ما عرف ب"س17"، ملاحظا أنه "إجراء وقائي استثنائي تلجأ إليه جميع الدول لحماية أمنها الوطني". وأوضح الفوراتي ، اليوم الأربعاء، عقب جلسة استماع له بالبرلمان من قبل لجنة تنظيم الإدارة وشؤون القوات الحاملة للسلاح، بمناسبة مناقشة ميزانية وزارة الداخلية لسنة 2019، أن هذا الإجراء "ليس منعا من التنقل والدخول أو الخروج من أرض الوطن، بل هو استشارة للإدارة قبل الترخيص بالمرور، بمعنى التحري مع أي مواطن مصنّف ضمن هذا الإجراء وغالبا ما يقع الترخيص بالمرور بعد الاستشارة". وقال الوزير في هذا السياق إنه تم منذ شهر تعيين مدير عام لحقوق الإنسان على رأس الإدارة العامة لحقوق الإنسان وأول ملف كُفّ به هو إعادة النظر في التدابير الخاصة بالإجراء المعروف ب"س17"، ووقع تكوين فريق عمل يضم المدير العام لحقوق الإنسان والإدارة العامة للدراسات القانونية والنزاعات وهياكل الأمن والحرس الوطنيين وقاضي إداري من المحكمة الإدارية، من أجل إعادة النظر في هذا الإجراء والتخلي عن كل الشوائب المحتملة. وأعلن أنه سيتم تمكين المواطنين الأبرياء الذين يجدون أنفسهم مشمولين بهذا الإجراء، من بطاقة تثبت خلوّهم من أية موانع للسفر يستظهرون بها في المعابر الحدودية.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>13-11-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>Les droits sexuels et reproductifs en Tunisie: Pas pour tous, pas partout</p> <p>"Les acquis de la femme sont menacés" estime la présidente de l'ATFD Yosra Frawes.</p> <p>“Mobilisons nous contre le désengagement de l’Etat tunisien dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive”, est l’intitulé de la journée de débat lancée, le 9 novembre, par 13 ONG tunisiennes pour alerter sur les disparités de l’accès aux droits sexuels et reproductifs en Tunisie ces dernières années.</p> <p>Les 13 associations sont l’association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD) avec les soutiens du groupe Tawhida, l’association des Femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD), l’association Beity, l’association de défense des libertés individuelles (ADLI), la Ligue tunisienne des droits de l’Homme, l’association de Santé de la reproduction, ATL/MST/Sida, l’association de Prévention positive, Mawjoudin, Damj, l’association tunisienne de Défense du droit à santé, Ness et Chouf.</p> <p>La négation des droits sexuels</p> <p>Représentant l’association ADLI, Wahid Ferchichi a souligné la méconnaissance du terme “le droit sexuel” dans le droit tunisien. Ce droit est souvent couvert par l’expression “santé reproductive et sexuelle”. “Cette approche dissocie droit à la santé et droit sexuel. Elle est donc sélective”, explique le juriste.</p> <p>Non seulement on ne reconnaît pas le droit sexuel, mais on exclut une partie de la population, a-t-il ajouté. Ferchichi prend comme témoins la circulaire émise récemment par le ministère de la Santé concernant l’obligation de déclaration des grossesses et naissances hors mariage, ou encore celle relative à l’accès au traitement contre le VIH qui exclut les étrangers à l’exception des femmes enceintes jusqu’à l’accouchement.</p> <p>Cette exclusion concerne aussi la communauté LGBT, fait savoir Alaa Saibi de Mawjoudin. Le militant associatif a relaté les résultats d’une enquête menée auprès de la communauté LGBT par Damj, Chouf et Mawjoudin. Celle-ci révèle qu’ ”environ la moitié des enquêtés (es) ne vont pas chez le médecin ou ne font pas de test médical parce qu’ils craignent des moqueries ou des maltraitements de la part du personnel médical en lien avec leurs pratiques ou leur identité minoritaire”.</p> <p>Lire aussi:En Tunisie, toutes les femmes ont-elles le droit d’avorter? Pas réellement, alerte Emna Hsairi</p>

La mise en péril du modèle tunisien

Ces derniers mois ont été marqués par les pénuries de divers moyens de contraception. Yosra Frawes, la présidente de l'ATFD, y voit une politique mettant en péril l'accès aux services de santé sexuelle et de la reproduction à toutes les femmes. "Les acquis de la femme sont menacés, et cela a empiré sous la direction du ministre de la Santé Imed Hammami", lance-t-elle.

Depuis les années 2000, le libéralisme emprunté par l'Etat a eu comme conséquence les restrictions budgétaires des services d'avortement, remplacé par l'offre d'avortement médicamenteux, moins coûteux. A cette politique s'est ajoutée les phénomènes observés depuis 2014 auprès du personnel médical dont certains se sont mobilisés pour faire empêcher l'accès à l'avortement. L'objection de conscience a été agitée par certains médecins du service public pour rejeter la pratique de l'IVG, et ce sans compter ceux du secteur privé. L'ATFD s'inquiète du immobilisme du ministère de la Santé, en rappelant que si l'objection de conscience est un droit individuel des médecins, ces derniers sont tenus d'orienter les femmes vers des médecins pratiquant l'IVG. L'expert en démographie Hafedh Chekir explique ces phénomènes par la qualité du personnel de l'Office National de la Famille et de la Population. "Avant, les employés étaient disciplinés et des vrais militants. Ce n'est plus le cas maintenant", souligne-t-il. L'association féministe relève aussi que dans certains CHU et hôpitaux, sous prétexte de réforme de l'établissement de santé, on fait de l'IVG un acte payant, ce qui exclut les femmes n'ayant pas les moyens d'accéder à leur droit. Conséquence, la diminution de la contraception: 63.5% en 2006, moins de 60% en 2016. La fécondité a augmenté passant de 2 en 2007 à 2.4% en 2017, alerte l'ATFD.



13-11-2018

M.A

[businessnews](#)

Naziha Laâbidi : 6000 appels en un an concernant des violences faites aux femmes

La ministre de la Femme, Naziha Laâbidi, a déclaré à Mosaique FM le 13 novembre 2018, que le numéro vert (1899), alloué à la violence contre les femmes a reçu près de 6000 appels en un an. « Ceci n'indique pas que la violence est en augmentation mais plutôt que les femmes commencent à s'exprimer sur le sujet », a ajouté Mme Laâbidi. Elle a également souligné la nécessité d'appliquer la loi avec la rigueur nécessaire concernant ces cas de violence.



13-11-2018

W.J

[realites](#)

Démission du vice-président de Licra Tunisie

Le vice-président et représentant légal de L'association Licra Tunisie, filiale de l'organisation sioniste LICRA, Amine Jelassi a annoncé dans la soirée de lundi à mardi 13 novembre 2018 sa démission de son poste suite à la découverte de la nature des liens de cette organisation française avec l'Etat sioniste.

Amine Jelassi, tout comme Slim Loghmani a assuré qu'il s'est fait avoir lorsque Licra France

avait tenté de contrôler la ligne éditoriale de Licra Tunisie, indiquant qu'il ne s'est pas renseigné comme il se doit sur les penchants de l'organisation française. Le vice-président démissionnaire a de ce fait présenté ses excuses à tous les invités qui se sont faits piéger à la réunion de cette association, insistant qu'il tient aux valeurs de libertés et à la défense des causes justes dont la Cause palestinienne. Il a ajouté qu'il condamne toutes les formes de normalisation.

Notons que Slim Loghmani, professeur de droit constitutionnel a également présenté ses excuses pour ce qu'il a appelé « étourdissement et manque de diligence ». « j'ai eu tort de ne pas avoir cherché à en savoir plus, mais jamais je n'aurais pensé qu'un ancien étudiant (Amine Jelassi) dont j'ai fait partie du jury de thèse m'implique dans une manifestation à laquelle une association sioniste est associée,» a-t-il exprimé.

Habib Kazdhogli, doyen de la faculté de la Manouba, a quant à lui, assuré qu'il a été juste invité par l'association pour intervenir lors d'une réunion de l'association, indiquant qu'il ignorait tout lien entre les deux organisations.



13-11-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

Abdelkarim Zbidi : l'état d'urgences est inconstitutionnel

Le ministre de la défense, Abdelkarim Zbidi, a affirmé, lors de la proposition du budget devant la Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces porteuses d'armes de l'Assemblée des représentants du peuple, que la situation sécuritaire du pays est stable et que l'institution militaire s'est armée de vigilance et d'efficacité pour lutter contre le terrorisme, la contrebande et la migration clandestine. Il a, en effet, souligné que le nouveau projet de loi portant sur l'état d'urgences est prêt et sera bientôt proposé à l'ARP afin de remplacer la loi en vigueur qu'il avait qualifié d'inconstitutionnelle expliquant qu'elle aux libertés et aux investissements de part son appellation.

مقالات باللغة العربية



13-11-2018

بدري بن منور

منبر: لا حاجة لأداء اليمين على القرآن ولا على التوراة.. المهمة الصادق مع الله والوطن

في كلّ مناسبة تنصيب رئيس دولة أو وزراء جدد أو نواب برلمان ترانا نتابع عملية أداء اليمين

الدستورية بالقسم على المصحف كعرف دستوري لا يخول للمسؤولين ممارسة مهامهم وصلاحياتهم قبل أدائهم لليمين الدستورية المقدّسة.. علما وأنّ هذا العرف مشترك في عديد الدساتير على غرار الدستور اللبناني في المادة 50 منه و الدستور السوري في المادة 90 منه و الدستور الأردني في المادة 29 منه و الدستور المصري في المادة 79 منه وكذلك الدستور الجزائري في المادة 75 منه..

وكان الأمر يمرّ عاديا في كلّ مناسبة تحوير وزاري أو تنصيب حكومة لكن بعد التحوير الوزاري الأخير ظهر إشكال بروتوكولي تعلق بالتساؤل عن كيفية أداء ريني الطرابلسي الذي اختير لمنصب وزير السياحة باعتباره وزيرا تونسيا يهودي الديانة لليمين الدستورية أمام رئيس الجمهورية استنادا للقانون المقارن.. فقد جرت العادة أن يضع الوزير يده على المصحف

لأداء اليمين وهذا بالنسبة للمسلمين، وفي القانون المقارن عرفت بعض الدول مثل هذه الأوضاع على غرار الولايات المتحدة الأمريكية حيث كان أحد أعضاء الكونغرس مسلماً وأدى اليمين على القرآن، أيضاً في الأرجنتين الوزير المكلف بالبيئة كان يهودياً وأدى اليمين على التوراة .

من حيث المبدأ الشرعي الفقهي فإن مسألة القسم على القرآن لا معنى لها بل هي مجرد وسيلة من باب التغليب والتأكيد على الحالف حتى يتحرى الصدق فالأصل أنه ليس هناك حاجة إلى الحلف على القرآن، فإحضار المصحف هذا لا أصل له، ولا حاجة إليه، فالواجب على الحالف أن يصدق أينما كان سواء وضع يده على المصحف أو غيره من الكتب المنزلة ولا يحتاج الدخول للجامع والقسم في محرابه ولا يجوز له الكذب لا مع القرآن ولا مع غير القرآن..

الأصل التشريعي أن لا يكون القسم و الحلف إلا بالله - تعالى - دون شيء آخر لقول الرسول ، - صلى الله عليه وسلم - ، « من كان حالفاً فليحلف بالله أو ليصمت».

ووضع الحالف يده عند القسم على المصحف أو التوراة أو الإنجيل أو غيرهما ليس بلازم لصحة القسم ، لكن يجوز إذا رآه الحاكم لتغليب اليمين لتهييب الحالف من الكذب.

والخوف أن تأخذ هذه المسألة منحى جدالياً آخر فقد يثير البعض مسألة الحلف على التوراة وهي نسخة محرّفة ، وليست الأصل المنزل على موسى عليه السلام.

ما نحتاجه اليوم من المسؤولين في وطن جريح يحيا مرحلة هشّة الصدق وتغليب المصلحة العامة والالتزام بالوفاء بما أقسم عليه حتى لا يقعوا في اليمين الغموس التي هي اليمين الكاذبة، التي يحلفها صاحبها وهو عالمٌ بكذبها، ويقصد بها التدليس وتضيق الحقوق، وإثمها أكبر من أن يُكفّر عنها، فاليمين الدستورية تنعقد بالتلفظ بها فقط ولا يُعدّ وضع اليد على المصحف شرطاً في انعقاد اليمين، وإنما وضع اليد على المصحف يأتي من باب التأكيد، وتغليب مهابة اليمين في نفس الحالف.

ما نحتاجه اليوم بعيداً عن القسم وعن الجعجعة الولاء للوطن بالمفهوم العميق الشامل، الذي ضعف إلى درجة تأثير الفلق على مستقبل الوطن، وأن الشعور بالانتماء قد ضمّر ونزل إلى مستوى ينذر بالخطر، وأن الإحساس بالمسؤولية الوطنية التي يتحملها من تمّ تداولهم على المناصب والكراسي فحب الوطن نراه قد ضعف على نحو يصل أحياناً درجة الوهن والهزال، مما بات يهدد النسيج الوطني ..


المهدية: فرع رابطة حقوق الإنسان يُحذر 'من تفاقم الاعتداءات الأمنية وتغول الجهاز البوليسي'

دعا رئيس فرع الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بالمهدية جمال السبع السلط الجهوية إلى "فتح تحقيق إداري جدي أمام تفاقم ظاهرة الاعتداءات الأمنية". وحذر جمال السبع، في بيان أصدره فرع الرابطة، من مغبة "التعاضّي عن الانتهاكات الأمنية وتحصين مرتكبيها وإفلاتهم من العقاب وبالتالي تغول الجهاز البوليسي". وشدد المتحدث على ضرورة عقد جلسة على المستوى الجهوي وبحضور المسؤولين الأمنيين وتدارس سبل حماية حقوق المواطنين وحرياتهم وكرامتهم. وعبر السبع عن تضامن فرع الرابطة المطلق مع ضحايا الممارسات الأمنية "القمعية والمعاملة القاسية والحاطة بالكرامة الإنسانية". وقال المسؤول إن مرصد الحريات بفرع الرابطة بالمهدية سجل "ارتفاعاً في وتيرة وخطورة الانتهاكات الأمنية لكرامة المواطنين وحرمتهم الجسدية". وسجل المرصد "سوء معاملة المواطنين بالضرب والسب والشتم والإذلال والإهانة والتهديد وتلفيق التهم واغتيل القضايا للزج بهم في السجون". وأوضح البيان أن "الانتهاكات كانت خارج وداخل مراكز ومناطق الأمن والحرس الوطني وطالت مختلف الشرائح العمرية ومنها القصر". ومن بين الانتهاكات المسجلة، وفق البيان، ضحية تعرضت للضرب الشديد خاصة على مستوى الوجه وأجبرت تحت التهديد على تقديم معطيات مغلوبة للقضاء وبالتالي تبرئة ساحة الأمنيين المعتدين". وذكرت الوثيقة حالة طفل بمنطقة المشالات من معتمدية الجم كان ضحية "طلق ناري بخرطيش الرش خلفت له عدة إصابات بمناطق مختلفة من جسده".



13-11-2018

shemsfm

 <p>13-11-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>عبد الكريم الزبيدي: قانون الطوارئ غير دستوري والوضع الأمني مستقر</p> <p>أكد وزير الدفاع عبد الكريم الزبيدي أنّ الوضع الأمني في البلاد مستقر لكن الخطر الارهابي لازال قائما، موضحا أنّ المؤسسة العسكرية في كامل جاهزيتها لمكافحة الارهاب والتهديب والهجرة غير الشرعية. وصرّح الزبيدي أمام لجنة تنظيم الادارة والقوات الحاملة للسلاح في مجلس نواب الشعب اليوم الثلاثاء 13 نوفمبر 2018، أنّ مشروع قانون جديد ينظم حالة الطوارئ جاهز وسيعرض على مجلس النواب قريبا ليعوض القانون الحالي الذي وصفه بـ"غير الدستوري" ويمس من عدد من الحريات، اضافة لإضراره بالاستثمار بسبب عنوانه الذي يوحي بالخطر.</p>

Le 12-11-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>12-11-2018</p> <p>Khalid Chraibi Diplômé de sciences économiques, il a travaillé dans une société de consultants économiques à Washington DC puis à la Banque Mondiale.</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>Est-il licite d'établir l'égalité dans l'héritage en Tunisie? Le guide du musulman perplexe</p> <p>Le monde musulman dans son ensemble a ressenti, à travers l'histoire, le besoin d'adapter certaines règles coraniques qui ne répondaient plus aux conditions de vie des sociétés musulmanes.</p> <p>“ Les oulémas n’ont pas le monopole d’interprétation de la charia. Evidemment ils doivent être consultés au premier plan sur les questions de la charia. (Mais) ce ne sont pas eux qui font la loi religieuse, de même que ce ne sont pas les professeurs de droit qui font la loi, mais les parlements”. (Ahmed Khamlichi, Point de vue n°4.)</p> <p>La question centrale du débat sur la réforme de l'héritage en Tunisie est la suivante: “Est-il licite, dans un pays musulman comme la Tunisie, en restant dans le cadre d'application de la charia, de réviser les règles de répartition de l'héritage énoncées dans le Coran, comme le proposent les autorités politiques et religieuses du pays? Ou bien cela serait-il illicite, parce que les règles coraniques sont immuables”?</p> <p>Enprincipe, la réponse est claire. Pendant plus de treize siècles, les oulémas musulmans ont étudié dans tous ses aspects la question de ce qui est licite et ce qui ne l'est pas en droit musulman. Pour l'écrasante majorité des oulémas et des musulmans de manière plus générale, la réponse serait donc la suivante: “La modification des règles de partage de l'héritage énoncées dans le Coran serait illicite, parce que les règles coraniques sont, de par leur nature même, absolument immuables. Elles sont valables en tous temps et en tous lieux dans les communautés musulmanes à travers le monde. Elles doivent donc être respectées et appliquées à la lettre.”</p> <p>Mais, la question n'est pas réglée pour autant. Car, quand le musulman curieux se tourne vers</p>

le domaine d'application de ce principe, il se trouve confronté, dans les faits, à une situation très différente de celle à laquelle il se serait attendu.

En pratique, le droit musulman appliqué dans une communauté contemporaine diffère sensiblement, sur des points parfois cruciaux, de celui étudié dans les manuels de référence de la charia et dans les écrits des grands théologiens du passé.

Il existe, ainsi, une véritable dichotomie entre la théorie et la pratique sur de nombreux points de droit musulman. Les règles de la charia, telles qu'elles sont appliquées en Tunisie aujourd'hui, en offrent une bonne illustration.

-de nos jours, le citoyen tunisien n'a pas le droit de posséder des esclaves, alors que ce n'est pas interdit par le Coran; de fait, l'esclavage a été aboli en Tunisie dès 1846, à une époque où la France continuait de le pratiquer dans ses colonies;

-on ne coupe plus la main du voleur dans ce pays;

-on ne lapide plus jusqu'à la mort le couple adultère;

-on n'applique plus la loi du talion (oeil pour oeil, dent pour dent) ; (

-la sanction du meurtre ne se négocie plus entre les parties concernées, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé; le meurtre fait l'objet de poursuites pénales dans le cadre du système judiciaire moderne du pays;

-le droit commercial moderne, inspiré des codes occidentaux, s'est substitué aux règles de commerce énoncées dans le Coran et développées par les oulémas au cours des siècles;

-le droit de la banque, de la finance et des assurances, inspiré des codes occidentaux, s'est substitué aux règles relatives à ces domaines énoncées dans le Coran.

Il faut souligner que tous ces changements ne sont pas propres à la Tunisie, mais se retrouvent, de nos jours, dans l'écrasante majorité des pays et communautés musulmans à travers le monde.

Mais, le droit musulman appliqué en Tunisie se démarque de manière fondamentale de certaines règles de la charia qui sont scrupuleusement appliquées aujourd'hui dans les autres pays musulmans. Par exemple:

-la polygamie est interdite en Tunisie, alors qu'elle est permise dans les règles coraniques et dans l'écrasante majorité des pays musulmans (mais souvent entourée de nos jours, dans nombre de ces pays, de conditions destinées à en restreindre dans la mesure du possible le champ d'application; (

-la répudiation est interdite, alors qu'elle est permise dans les règles de la charia et encore pratiquée de manière courante dans l'écrasante majorité des pays musulmans (associée, encore une fois, dans certains de ces pays, à différentes conditions qui en restreignent plus ou moins sévèrement le champ d'application; (

-en Tunisie, lors de la répartition d'un héritage, quand il n'existe que des héritières directes, elles bénéficient de l'intégralité de l'héritage, alors que les règles énoncées dans le Coran prévoient, dans cette situation, de faire bénéficier d'autres personnes de différentes parts de cet héritage ; il s'agit là d'un changement fondamental par rapport aux règles coraniques sur cette question, qui fait déjà partie du droit tunisien ; mais tous ceux qui affirment qu'ils s'opposent, aujourd'hui, à la révision des règles de partage de l'héritage parce que "ce serait contraire à la charia" semblent ignorer que ce changement existe déjà;

-une tunisienne musulmane a le droit d'épouser un non-musulman, alors que dans tous les autres pays et communautés musulmans, on exige au préalable la conversion du non-musulman à l'islam, avant que le mariage ne puisse être juridiquement conclu.

La question se pose, évidemment: "Est-ce que toutes ces nouvelles règles de droit tunisien qui ont été substituées à celles énoncées dans le Coran respectent les principes et les règles de la charia et font donc partie intégrante de cette dernière? Ou bien, en les adoptant, le législateur tunisien est-il sorti du cadre de la charia pour se placer dans celui, par exemple, de la "laïcité"?"

Avant de répondre à cette question, il faut voir, dans les faits, l'état des lieux dans les autres pays musulmans. On constate alors que l'écrasante majorité des Etats et communautés musulmans à travers le monde a cessé d'appliquer un nombre considérable de règles coraniques et leur a substitué de nouvelles dispositions juridiques. Le monde musulman dans son ensemble a donc ressenti, à travers l'histoire, le besoin d'adapter certaines règles coraniques qui ne répondaient plus aux besoins et ne correspondaient plus aux conditions de vie des sociétés musulmanes et du monde au sein duquel elles évoluaient.

Or, il ne s'agit pas d'une décision concertée. Chaque Etat a agi librement et souverainement en la matière. Pourtant, bien qu'agissant séparément, mais en s'inspirant probablement les uns des autres, les autorités politiques et oulémas de tous ces différents pays ont adopté de nouvelles règles très similaires les unes aux autres. Il y a donc un consensus dans la communauté musulmane dans son ensemble sur le fait que les nouvelles règles, tout comme celles auxquelles elles se substituent, respectent parfaitement les principes et les règles de la charia et sont donc partie intégrante de cette dernière .

Il serait ainsi possible de parler d'une nouvelle donne juridique en droit musulman à travers le monde. Par exemple, en Tunisie, certains de ces changements de règles juridiques se sont

effectués avant que le pays ne soit occupé par la France, d'autres au cours de la période d'occupation, et d'autres encore après que le pays ait retrouvé son indépendance.

Quelle que soit la période au cours de laquelle ces changements ont été effectués, nul dans le pays (ni les oulémas, ni les partis politiques, ni la population en général) n'a contesté leur licéité, ni réclamé leur annulation à quelque moment que ce soit par la suite et ce, quel que soit le régime en place, et quel que soit le discours tenu par des politiciens à des fins électorales à des moments donnés.

Même les plus conservateurs des théologiens et des hommes politiques tunisiens ont donc accepté la nouvelle donne juridique et définitivement tourné la page sur l'ère où l'esclavage était officiellement autorisé dans le pays ; où l'on coupait la main du voleur ; où l'on lapidait jusqu'à la mort le couple adultère ; ou bien où la polygamie et la répudiation étaient légales et pouvaient être librement pratiquées.

Tous ces changements, même quand ils se démarquent clairement et totalement des règles pertinentes énoncées dans le Coran, ont été acceptés dans le passé, et sont définitivement rentrés dans les mœurs des Tunisiens d'aujourd'hui comme allant de soi, dans le contexte d'une société musulmane moderne qui essaie de se faire sa place dans le monde du 21^e siècle. Le même constat s'applique, à des degrés divers, à l'écrasante majorité des Etats et communautés musulmans contemporains.

Est-ce à dire, dans ces conditions, que les autorités politiques et religieuses des Etats musulmans, ainsi que leur population dans son ensemble, considèrent qu'il est licite, dans certaines circonstances, de changer les termes d'application de certaines règles coraniques, ou même de cesser de les appliquer?

C'est la conclusion qu'on pourrait effectivement tirer des faits étudiés, que ce soit en Tunisie ou dans le reste du monde musulman.

La question se pose alors: "Comment cela affecte-t-il la question de l'égalité dans l'héritage en Tunisie"?

Chacun est en droit d'apporter la réponse qu'il veut à cette question. Il doit cependant tenir compte du fait, comme on l'a souligné, que les règles coraniques relatives à l'esclavage, la polygamie, la répudiation, la répartition de l'héritage quand il n'y a que des héritières ; les règles du commerce ; les sanctions de l'adultère, du vol ou du meurtre, etc., toutes ces règles coraniques ne sont plus appliquées en Tunisie. Les autorités politiques et religieuses du pays leur ont substitué de nouvelles règles plus adaptées aux besoins et aux conditions de vie d'une société musulmane évoluant dans les temps modernes.

Si tous ces changements ont pu être effectués dans le cadre de la charia, et dans le respect de

ses principes et de ses règles, comme en témoigne l'adoption par l'écrasante majorité des pays et communautés musulmans de règles très similaires sur toutes ces questions, pourquoi la même démarche ne s'appliquerait-elle pas également à la question de l'héritage qui, de par sa nature même, relève des mêmes dispositions juridiques que toutes les questions précitées?



12-11-2018

B.L

[businessnews](#)

René Trabelsi à propos des accusations de sionisme : Je pardonne à tout le monde !

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat fraîchement désigné dans le gouvernement de Youssef Chahed, René Trabelsi, a répondu, le soir du lundi 12 novembre 2018, aux accusations concernant les relations qu'il entretiendrait avec les entités sionistes. C'est lors de la plénière consacrée au vote de confiance pour le remaniement ministériel tenue hier que le nouveau ministre a déclaré que « toutes ces accusations et ces surenchères ne le concernent pas ». « Je suis Tunisien et tout le monde sait que je suis Tunisien ! Cela fait 22 ans que je suis actif dans le domaine du tourisme et je n'ai jamais entendu de tels propos. Je pardonne à tout le monde et que Dieu les guide ! J'aime la Tunisie et je souhaite que tout le monde aime la Tunisie et œuvre à son service », précise René Trabelsi dans une déclaration accordée à Jawhara FM à la marge de la plénière. René Trabelsi a obtenu l'approbation du Parlement au poste du ministre du Tourisme et de l'Artisanat avec 127 voix pour, 1 abstention et 25 voix contre. Il succède ainsi à Salma Elloumi Rekik, désormais chef de cabinet du président de la République.



10-11-2018

W.J

[realites](#)

La famille de Mouna Guebla rejette le cadavre de sa fille

La famille de la terroriste Mouna Guebla, auteure de l'attentat de l'Avenue Bourguiba, survenu le 30 octobre dernier, a refusé de recevoir le corps de sa fille pour l'enterrement. Selon Mosaïque Fm, citant le Omda de Zarda de la délégation Sidi Alouane relevant du gouvernorat de Mahdia, la famille n'est pas honorée d'avoir une fille terroriste. Rappelons que la terroriste, avait 30 ans, originaire d'une zone rurale marginalisée du gouvernorat de Mahdia, titulaire d'un master en anglais des affaires et au chômage depuis trois ans. « Si elle a vécu pour avoir cette fin, j'aurais préféré qu'elle ne soit jamais née ! Elle est partie, mais maintenant c'est nous et seulement nous qui paierons le prix, qui allons continuer à vivre dans la douleur! »



11-11-2018

[mosaiquefm](#)

Scandale LICRA: Al Massar gèle l'adhésion de Habib Kazdoughli

Le parti Al Massar a publié un communiqué, ce dimanche 11 novembre, dans lequel il annonce le gel de l'adhésion de l'universitaire et historien Habib Kazdoughli, à l'issue des informations diffusées concernant sa nouvelle responsabilité à la tête d'une nouvelle branche en Tunisie qui relèverait d'une branche sioniste, pro-Israël appelée "Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme". Habib Kazdoughli est le président d'honneur et responsable de la commission histoire et mémoire de cette association liée à la LICRA. Al

Massar a assuré qu'il n'est pas responsable des appartenances et des positions de Habib Kazdaghli et a appelé les structures du parti à se conformer à cette décision.

مقالات باللغة العربية



11-11-2017
سليم العجرودي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

إثر احتياطات أمنية استثنائية بملعب رادس: منع تكفيريين من دخول الملعب وعسكرية وأمني بحوزتهما شماریخ علمت «الشروق» أن الاحتياطات الأمنية التي اتخذتها السلطات الأمنية المؤمّنة لملعب رادس، أسفرت عن جملة من الإيقافات التي شملت مستهلكين لمواد مخدرة بالإضافة إلى أمنية وعسكرية بصدد إدخال شماریخ إلى الملعب وابعاد عناصر تكفيرية ومنعهم من دخول ملعب رادس.

وحسب معطيات متوفرة لـ«الشروق» فإن إدارة إقليم الأمن الوطني ببن عروس بالتنسيق مع الإدارة العامة للأمن الوطني ومختلف الوحدات الأمنية أحكمت تأمين مباراة نهائي رابطة الأبطال الإفريقية بملعب رادس رغم الحضور الجماهيري الكبير المواكب لتلك المقابلة.

وتفيد ذات المعطيات أن الوحدات الأمنية تمكنت من ضبط عدد من العناصر التكفيرية ومورطين في قضايا إرهابية تمّ منعهم من دخول الملعب وذلك بصفة احترازية وذلك في ظل تواتر التقارير والتحذيرات من إمكانية حدوث عمليات إرهابية نوعية خلال مقابلة رادس كما نجحت الوحدات الأمنية في إيقاف خمسة شبان بحيازتهم أسلحة بيضاء ومواد مخدرة بالإضافة إلى إيقاف ثلاثة شبان تورطوا في تنفيذ «براكاجات» وتمّ أيضا إيقاف أكثر من 40 شخصا كانوا بحالة سكر وضبط أكثر من 60 شخصا بحوزتهم تذاكر مفتعلة «مضروبة».

كما تمّ ضبط عون أمن بصدد محاولة إدخال حوالي 20 شمروخا، بالإضافة إلى عسكرية كانت تحمل حقيبة بداخلها عدد من الشماریخ.

وتفيد المعطيات المتوفرة أن جميع من تمّ ضبطهم تمّ اتخاذ الإجراءات القانونية اللازمة في شأنهم بالتنسيق مع النيابة العمومية بمحكمة بن عروس أو النيابة العمومية العسكرية وذلك بالإبقاء عليهم إما بحالة احتفاظ أو سراح أو أيضا بحالة تقديم.



12-11-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

وزارة الشؤون الإجتماعية تفتح مناظرة لانتداب أشخاص من ذوي الإعاقة
أعلنت وزارة الشؤون الإجتماعية فتح مناظرة خارجية لانتداب 126 شخصا من ذوي الإعاقة في عدد من الاختصاصات.
وقد حدد تاريخ 30 نوفمبر 2018 كآخر أجل لقبول الترشيحات.



11-11-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

منددين بتعيين روني الطرابلسي: محتجون يتهمون الحكومة بالتطبيع
نقّدت عدّة جمعيات وأحزاب وقفة احتجاجية أمام المسرح البلدي بالعاصمة اليوم الأحد 11 نوفمبر 2018 احتجاجا على تعيين روني الطرابلسي وزيرا للسياحة وللمطالبة بتجريم التطبيع. وفي تصريح لموزاييك، أكد أحمد الكحلوي رئيس جمعية دعم المقاومة ومناهضة التطبيع أنّ "الحكومة الحالية بصدد إقامة علاقات مع العدو الصهيوني بتعيينها وزيرا ينتمي لهذا الكيان" وفق قوله. وأشار إلى أن أفراد عائلة روني الطرابلسي يتباهون بجنسيته الإسرائيلية حسب تعبيره، مذكرا بدعوة الطرابلسي للسماح لحاملي جواز السفر الإسرائيلي بالدخول إلى تونس خلال موسم حج اليهود إلى جربة.